

## Analyse : Retour sur la naissance du mouvement étudiant de novembre-décembre 95

Fin 2020 entre deux confinements, la fondation Copernic organisait une série de webinaires sur novembre-décembre 95. Une occasion non pas de célébrer le plus fort mouvement social depuis mai 68, mais d'analyser le contexte dans lequel il s'inscrivait et ses marqueurs. L'initiative m'a emmenée à retravailler sur la période.

Par Marie-Pierre Vieu

### Derrière la fin de l'histoire

Octobre 1989, l'Université Toulouse 2 - le Mirail se mettait en grève pour exiger du Ministre de l'Éducation de l'époque, Lionel Jospin des dotations d'État supplémentaires. Ce que nous ne pouvions pas prévoir, c'est qu'au fil des semaines nous serions rattrapés par l'onde de choc qui était en train de faire exploser le bloc de l'Est : la révolution de Velours en Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie et le 9 novembre l'effondrement du mur de Berlin. Le syndicalisme a beau se fonder sur la défense des droits salariés et étudiants, cette fin du socialisme dit réel n'impacte pas que les seuls partis communistes mais l'ensemble de la gauche politique et sociale. Par contre coup, la « victoire » du libéralisme économique justifie la délégitimation de toute action revendicative avec une violence proche de ce qu'on vit aujourd'hui. Et si une reprise internationale du combat se profile sur le front de la dette et du tiers-mondisme, de la bataille anti apartheid avec la libération de Mandela ou de l'intifada, sur le terrain des luttes sociales les temps demeurent durs. Ainsi la lutte des 10 de Renault et la fermeture de l'usine de l'Île Seguin donnent le la : l'histoire du mouvement ouvrier triomphant a vécu. Il s'agit d'accepter la défaite. Voilà esquissé à grands traits, le paysage du début des années 90.

Paradoxalement ou pas, le redémarrage du débat politique et social a lieu sur le terrain de l'Europe. En 1991 d'abord, la réforme Jospin, véritable harmonisation européenne des diplômes par le bas renvoie les étudiants dans la rue. Ils dénoncent la réduction du nombre d'options et de filières telles les lettres classiques, la rupture du lien entre les premiers cycles universitaires et la recherche, ils refusent l'instauration d'un savoir minimum. En 1992, le référendum sur Maastricht quant à lui réinstaura une bipolarisation gauche/droite, et à l'intérieur même de la gauche entérine

une fracture durable entre les partisans de la concurrence libre et non faussée et ceux qui combattent le tout libéral. A l'Université, l'UNEF se prononce et fait campagne pour le NON sur la base des mobilisations de l'année précédente, tandis que dans l'UNEF-Id grandit le débat qui donnera lieu au changement de majorité et à l'élection de Pouria Amirshahi en décembre 1994.

### L'Université au cœur du remodelage social.

Le mouvement contre le projet Devaquet avait en novembre décembre 1986 contraint le pouvoir à reculer dans sa volonté de sélection à l'entrée de l'Enseignement Supérieur. Lionel Jospin et ses successeurs Fillon et Bayrou esquivent le sujet mais cherchent le moyen sûr de trier les étudiants. Ils scellent un rapprochement structurel entre l'entreprise et l'Enseignement Supérieur. Sur fond d'autonomisation des Universités on assiste à une multiplications de diplômes locaux destinés à répondre aux besoins du patronat jusqu'à faire entrer le privé dans le financement des formations et les méthodes managériales dans la gestion des flux étudiants. Le rapport Jospin s'inscrit déjà dans cette logique. Retiré sous la pression étudiante, la réforme des premiers cycles sera cependant adoptée l'année suivante sous la forme d'un décret. Après la défaite du PS aux législatives de 1993, le gouvernement de cohabitation dirigé par Edouard Balladur va accélérer la restructuration du Supérieur. En 1993, avec le Contrat d'insertion professionnelle, le fameux CIP rebaptisé SMIC jeunes, le gouvernement ouvre la possibilité aux entreprises de rémunérer les jeunes diplômés à 80% du SMIC les mettant directement en concurrence avec leurs aînés. Puis en 94 le rapport Laurent



Nouveau Campus – mars 1992

préconise à l'entrée du supérieur, l'instauration de cursus à plusieurs vitesses avec la création d'instituts universitaires régionaux (IUR), cogérés par les universités et les régions « destinés à offrir (...) des formations diversifiées à finalité professionnelle » en recourant « largement à l'alternance et à l'apprentissage ». Côté social, après une tentative vite avortée de remise en cause de l'ALS en 93, la circulaire Bardet a pour projet de remplacer les bourses par des prêts bancaires. Si à chaque fois le pouvoir est contraint au recul, il ne cède pas sur son objectif de fond d'adapter et précariser la part la plus populaire des étudiants destinés à devenir une main d'œuvre qualifiée à faible coût.

Il convient pour compléter l'éventail de ces mesures de mentionner la création entre 1991 et 1993 de sept universités provisoires à statut dérogatoire à la loi Savary où en matière de gouvernance un administrateur provisoire est nommé par le ministre (au lieu d'un président élu) : Marne la Vallée, Évry, Cergy Pontoise, Versailles Saint Quentin, Arras, Université du Littoral (Dunkerque) de Lorient et de La Rochelle. En 1994, François Fillon prolonge en avril le statut expérimental de ces établissements pour y tester notamment d'autres modèles de gestion des universités. Deux mois auparavant le 16 janvier un million de manifestants avait défilé à Paris pour

..//..

s'opposer à la révision de la loi Falloux annoncée par François Bayrou Ministre de l'EN et dont l'intérêt affiché était de rompre le principe d'égalité public/privé...

### Un paysage social qui se déconstruit pour mieux se reconstruire.

J'ai souvent vu analyser les transformations de l'UNEF par le seul prisme des recompositions politiques et parlons clairement par la proximité du syndicat étudiant avec l'UEC et le PCF. Tout comme celles de l'UNEF-Id auraient été dictées par le PS... Dans la séquence qui nous occupe, cette lecture est réductrice. D'abord parce que la gauche est en pleine débâcle idéologique et cherche encore sa résilience au plan électoral, bref a d'autres chats à fouetter. Ensuite parce que c'est la force des luttes sociales, 1995 et la recomposition du paysage syndical qui apportent la bouffée d'oxygène utile à la reprise de la confrontation politique. Pas l'inverse.

La création de la fédération SUD-PTT intervient à l'automne 88 suite au processus d'exclusion de la CFDT d'une partie de ses troupes. Elle pose la nécessité d'instaurer un rapport de forces au cœur des luttes et de renouveler la démocratie syndicale en privilégiant la démocratie directe. SUD PTT participe dans la foulée à l'émergence de deux réseaux importants dans le débat qui se profile : AC! (Agir ensemble contre le chômage) et ATTAC (Association pour la taxation des transactions financières et l'aide aux citoyens) pivot du mouvement altermondialiste en émergence. Son entrée dans le groupe des 10 marque une modification structurelle de celui-ci. Il devient l'Union Syndicale G10 Solidaire en 1998. La FSU elle aussi naît d'une exclusion. Poussés à sortir de la FEN, le SNES et le SNEP suivis par une trentaine de sections locales de SNI dirigées par Unité et Action ou École émancipée la créent fin 93. Là encore l'ambition affichée est un syndicalisme plus revendicatif s'appuyant sur une vraie pratique unitaire. Plus encore que SUD cette transformation du syndicalisme enseignant impacte l'UNEF et

constitue une donnée majeure à intégrer dans son logiciel militant. D'autant que dans la foulée, le calendrier des luttes s'accélère avec en janvier 94 la mobilisation contre la remise en cause de la loi Falloux puis en mars le mouvement CIP dans lesquels la nouvelle fédération enseignante est aux avant postes. La volonté de la jeune fédération enseignante d'œuvrer à un travail unitaire facilite la rencontre et le débat à l'échelle même du mouvement syndical, sa place désormais centrale au cœur de l'EN pousse aussi à mettre autour de la même table des acteurs qui jusqu'à la se rencontraient mais en ordre dispersé : l'UNEF, l'UNEF-Id, la FCPE ou encore les syndicats de la recherche.

Je liste ici une série de faits isolés mais participant d'une cohérence d'ensemble. Impossible alors d'omettre la CGT et l'Ugict CGT. A la faveur des manifestations contre le SMIC jeunes, une réflexion s'est amorcée entre la confédération et les syndicats étudiants pour mener une riposte conjointe face au patronat et sa volonté de diminuer le coût du travail via les jeunes diplômés en recherche d'un premier emploi. Elle aboutit à la publication d'une charte des stages en entreprise qui revendique l'instauration d'« un droit au stage » et « un droit des stagiaires » assorti d'un suivi pédagogique enseignant ainsi que d'une rémunération. Ce travail introduit une autre réalité : syndicalisme étudiant et syndicalisme salarié doivent maintenant avancer de concert.

### Les prémisses de novembre décembre

Pour les 2 millions d'étudiants d'autres combats prennent de l'importance. Celui contre le SIDA fait partie intégrante de nos vies car la maladie touche aussi nos rangs militants. Les manifestations d'Act up impriment le paysage social. Il en va de même de la lutte des sans : occupations des sans logis puis révoltes des chômeurs et sans papiers jusqu'à l'occupation de Saint Bernard en 1996. Les premières décisions du Président Chirac en mai 95 à contrario des discours du candidat Chirac sur la fracture sociale, vont amplifier la

radicalité des luttes. Évidemment le plan Juppé constitue l'élément qui cristallise les grèves de novembre-décembre. Il se conjugue avec une série d'autres décisions qui rendent ces premières mois de gestion de la droite, étouffants : la volonté de franchir un cap en matière de libéralisation et privatisation des services publics, la relance de l'armement militaire avec la reprise d'essais nucléaires, les atteintes répétées aux libertés fondamentales et l'inflation sécuritaire qui va trouver une justification supplémentaire dans les attentats du RER B de l'été 95. Ce climat anxiogène n'épargne pas les campus.

Dans la continuité de la bataille sur la Loi Falloux et celle autour du rapport Laurent, la question du financement de l'Université publique devient prépondérante. Je suis étudiante en 3ème cycle à Nanterre et à



Extrait de **Horizon 09** - journal de l'asso d'histoire de l'UNEF (Paris 1) - Avril 1995

quelques kilomètres de là, le campus Léonard de Vinci est en train d'éclorre : établissement privé financé par les fonds publics du CG 92. Nous décidons d'en faire un symbole. C'est ainsi que naît la bataille pour la réquisition des facs Pasqua. La terminologie employée n'est pas neutre. Le terme *réquisition* répond à l'urgence de remettre dans le giron public ce qui lui appartient et fait échos aux réquisitions du

..../

DAL tandis que *facs Pasqua* renvoie à tous les établissements privés financés par l'argent public sur le modèle de celle du Président des Hauts de Seine alors Ministre de l'intérieur de Jacques Chirac. Nous décidons de marquer symboliquement le lancement de la bataille par un concert sur la fac de Nanterre fin juin 95 et proposons à l'ensemble des organisations de l'ES d'en être partie prenante dont l'UNEF-Id, la FSU, la FCPE, la CGT ainsi que les syndicats lycéens. Ils acceptent. Certes, leur engagement ne sera guère effectif dans la préparation de l'événement mais l'unité d'action affichée pèse dans le débat public et commence à imprégner les esprits d'autant que côté groupes, le message a été aussi entendu avec *Zebda les Fabulous troubadours* et les *Portugaise ensablées* en têtes d'affiche (et cela gracieusement). Je passe sur les périphéries de l'organisation qui mériteraient un trop long développement :-)) pour retenir un chiffre : plus 1000 étudiants passeront. ... La suite s'opère sur le même mode *franc tireur*. Nous décidons de poursuivre la bataille pendant le SOS inscription et début septembre de procéder à une occupation (plutôt une tentative d'occupation) de Léonard de Vinci. L'initiative suivie par une équipe de Canal + donne un écho supplémentaire à notre lutte. En secrétariat début septembre, je me rappelle que nous vient un débat sur le niveau de colère des sans facs. Pour le résumer, il nous apparaît primordial de hausser l'ambition de nos rassemblements. De voir plus grand. D'où un appel à manifester pour faire valoir le droit pour tous d'avoir sa place en fac et exiger des moyens supplémentaires pour la rentrée. Nous sommes le 9 septembre 1995. Un mois après Rouen puis Toulouse entreront en mouvement conduisant en décembre François Bayrou à lâcher près de 2 milliards de francs pour les facs.

### Conclusion

Cet article ne rendra pas compte en détail de novembre décembre 95. Cela pourra faire l'objet d'une nouvelle contribution et le point de vue de « copains », membres de la coordination étudiante 95 sera

bienvenu. À vos stylos Karine Delpas, Vincent Bony ou Delphine Valentin !

Quelques lignes cependant pour signifier combien ces mois ont structuré en profondeur le mouvement étudiant.

**1** - Nov Dec a marqué la dernière mobilisation de masse dans les universités comme cela est aussi le cas pour les grandes entreprises publiques.

**2** - Il a placé au cœur des revendications étudiantes une série d'exigences constitutives des nouveaux terrains de lutte des décennies suivantes : le combat pour l'égalité des droits, des sans papiers à la question du genre, celui pour l'écologie (avec la montée du refus du nucléaire)...

**3** - Les questions de la démocratie et de la représentation ont été omniprésentes. L'UNEF a joué sciemment le jeu de la construction, puis de la défense d'une coordination nationale étudiante jusqu'à imposer qu'elle soit partie prenante de la table ronde ministérielle de décembre 95. La mobilisation s'est bâtie université par université. Elle a très forte en province et ce mode de fonctionnement du mouvement était garant de la plus large participation étudiante. Sans hypothéquer pour autant ni notre expression syndicale ni la participation de syndicalistes dans la direction du mouvement. Cette stratégie a constitué un choix gagnant pour la lutte elle même.

Quand le 5 novembre, François Bayrou annonce un 1<sup>er</sup> plan d'urgence pour les universités les plus pauvres, un débat s'engage avec l'UNEF-Id et une partie du mouvement syndical dont la FSU qui plaide pour une négociation rapide craignant un étiolement de la lutte. L'UNEF-Id contestée dans les AG décide alors de retirer ses militants du mouvement et par par la suite tente de le délégitimer. Cela ne fonctionne pas en grande partie parce que l'UNEF permet à la mobilisation d'aller à son terme et de « gagner » dans le respect de son autonomie.

**4** - La question de la « radicalité » (on a parlé souvent de *l'irruption de radicalités nouvelles*) constitue une marque de novembre décembre 95.

On en avait senti les prémisses lors du CIP. Cette fois elle traverse de part en part les AG et les journées de mobilisation. Avec du recul je pense que ce dernier point est à l'origine de notre divergence avec l'UNEF-Id et la FSU. Dans une certaine mesure, elle a aussi fait débat entre l'UNEF et l'UEC même si à l'époque je ne l'aurais pas formalisé ainsi. Pour ces derniers existait la crainte que le mouvement s'installe dans une surenchère revendicative qui le marginalise de la plus grande partie des étudiants. C'était un risque, il a été évité me semble-t-il, et l'UNEF a amplement joué son rôle.

**5** - Enfin, 95 reste dans les mémoires comme le mouvement du *tous ensemble* et du syndicalisme rassemblé. Durant la mobilisation, nous n'avons jamais renoncé à travailler avec toutes les organisations, même quand il y a eu un différent. La fin 95 a marqué une étape importante de la recomposition syndicale. On se rappelle de la présence de Nicole Notat dans les manifestations et de la décision de la CFDT de travailler un partenariat privilégié avec le gouvernement. La confédération syndicale a commencé à se chercher des points d'appui étudiants et trouve la FAGE qui va passer durant ces mois, du statut de regroupement de corpos à celui d'organisation étudiante nationale à part entière. L'UNEF-Id maintient une orientation de lutte quand bien même elle n'épouse pas les formes d'interventions de l'UNEF. De mon point de vue ce choix marque une étape considérable dans ce qui va aboutir au processus de réunification qui s'imposera les années suivantes.

MPV

## REQUISITION DES FACS PASQUA

